

social

Mame à Chambray : transfert à hauts risques

Les élus locaux, dont Marisol Touraine, se portent au chevet de l'imprimerie tourangelle, et tendent le dos en attendant le plan social et le déménagement.

La députée socialiste a imprimé sa volonté, hier, de tout faire pour soutenir les personnels de Mame et du groupe Lasky, suivre de près le dossier : « Je suis très préoccupée par la situation de l'entreprise, une entreprise emblématique et ancienne. Il y a peut-être eu des choix contestables d'investissements disproportionnés et de stratégie commerciale, si j'en crois les syndicats. Il y a un risque de plan social. L'inquiétude du personnel est légitime », expliquait Marisol Touraine, dans son rôle. La députée, et vice-présidente du conseil général, n'est pas du style à jouer de la baguette magique. Pragmatique, elle évoquait le déménagement de Mame à Chambray, « qui ne peut qu'inquiéter et aboutir à un plan social », annonçait qu'elle allait interpellier le ministre de l'Industrie, le préfet, et qu'il fallait « tout faire pour éviter les licenciements ».

“ Pas de miracle à attendre ”

Côté syndicats, on broie du noir, à l'image de Stéphane Deplobin, CGT Mame, et François Goury, CGT Gilbert et Clarey : « Nous sommes dans l'incertitude depuis un an et demi. On va tout droit vers un plan social, et ce sera douloureux. » Les syndicats rappellent qu'il y a eu « 6.900 emplois disparus en 2009 en France dans l'industrie graphique. Les commandes partent dans les



Hier, à Chambray, dans les locaux du groupe Lasky, Marisol Touraine face aux dirigeants (MM. Laski et Toussaint) et deux syndicalistes (au milieu).

pays de l'Est et vers l'Asie. On sait que tout le personnel ne pourra pas trouver place sur le seul site de Chambray.

Côté direction, Jean-Noël Laski parle d'une « crise sans précédent », d'un « contexte tendu », mais trouve des signes d'encouragement : « On n'attend pas de miracles, mais les élus sont à notre écoute, sur l'agglomération, à Tours. Nous avons perdu 30 % de notre activité en deux ans. On travaille aujourd'hui pour conforter nos contacts, nos contrats, rassurer nos clients en communiquant beaucoup avec eux. » Pour le directeur du site, François Toussaint, « le message est bien passé » auprès de tous, des personnels, fournisseurs,

clients. La grève a été évitée. « Nos gros fournisseurs reviennent vers nous, c'est rassurant. » L'État, le préfet apportent leur pierre à l'édifice.

Bref, la prise de conscience est totale, à défaut d'un retour à la confiance.

O.P.

(Photo NR, Patrice Deschamps)

à suivre

400 emplois à préserver

Le transfert des « Mame » (environ 150 salariés) de Tours ville (boulevard Preuilly) vers Chambray, sur le site du groupe Lasky, Gilbert Clarey (160 emplois), est envisagé sérieusement pour la « fin d'année ». Il prendra plusieurs semaines. Et dans le déménagement, il y aura sans doute des pertes d'emplois. Pour le groupe, il y aura un gain direct

et immédiat de 6 M€, la vente du bâtiment Mame à Tour(s)plus, bâtiment inscrit à l'Inventaire qui devrait devenir un pôle graphique, épaulé par l'école des Beaux-Arts, l'école Brassart, une partie de l'université qui s'y retrouveraient réunis. Grosse affaire à suivre donc. Le déménagement coûterait à lui seul 3 M€.

politique

Le conseil général reçoit 175 M€ de l'État

La présidente du conseil général, Claude Roiron, aurait-elle la volonté de se rebeller contre l'État pour obtenir plus de dotations ? Ce mercredi 14 avril, jour de parution de notre article à ce sujet (page 6), l'Indre-et-Loire, précisément, recevait de l'État 175,3 millions d'euros, « comme prévu », soit une progression de 3.111.657 € (+1,81 %) par rapport aux dotations 2009. Le préfet, Joël Fily, n'apprécie pas trop d'être égratigné par la présidente du conseil général sur ce terrain-là, et à chaque charge de celle-ci, il répond, chiffres en mains. Il précise même que 380.492 € s'ajoutent, en dotations, par rapport

aux orientations votées par le conseil général à la mi-janvier. Les sommes allouées au titre du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion devraient être identiques à l'an dernier : 1,5 million. Suivra la dotation en retour des produits des amendes de radars automatiques. La dotation globale d'équipement dépendra des investissements réalisés par le département (elle avait augmenté de 5 % en 2009). Pour le RSA (ex-RMI, 14.000 bénéficiaires), 4,6 millions seront versés en 2010, soit le double de 2009, et + 8 % comparé à la somme inscrite aux orientations budgétaires du département.

point chaud

Reçu à l'Élysée

Fabrice Boigard, adjoint à Saint-Cyr-sur-Loire, secrétaire départemental (par intérim) de l'UMP, a été reçu à l'Élysée, à ce titre, avec la centaine d'autres secrétaires de France, ces jours passés. Il a pu rencontrer un Nicolas Sarkozy « combatif, volontaire, à l'écoute », après des régionales calamiteuses, et ayant comme objectif premier la réforme des retraites « qui doit réussir », il n'y a pas le choix. Les secrétaires départementaux de l'UMP ont également reçu les consignes du parti, Xavier Bertrand et plusieurs ministres, pour relancer la machine du parti présidentiel. Jean-Luc Matrat avait démissionné de son poste de secrétaire départemental au moment des régionales. Fabrice Boigard, son adjoint, assure l'intérim et pourrait lui succéder, s'il est nommé, peut-être en mai.

en bref

SOCIAL

Grève à la SNCF : pas d'avancées

La grève des agents de conduite et des contrôleurs est reconduite pour aujourd'hui. Concernant le trafic, il reste identique aux jours précédents, c'est-à-dire un TER sur deux en circulation, de même que pour les TGV province-province, et toujours pas de navettes entre Tours et Saint-Pierre-des-Corps. Aucune négociation n'est prévue. De son côté, Jean-Michel Bodin, vice-président de la Région Centre chargé des transports, des infrastructures, de l'intermodalité et des circulations douces, demande dans un communiqué à Guillaume Pépy, président de la SNCF, d'« ouvrir le plus rapidement possible les négociations en région Centre, qui devront aboutir à un accord respectueux du service public, en faveur du fret ferroviaire et de la création d'emplois. »

Les syndicats au contact des salariés

Dans la suite du mouvement du 23 mars, les organisations CGT, CFDT, UNSA et FSU ont décidé de maintenir la mobilisation en allant à la rencontre des salariés mardi 20 avril. Des actions seront notamment lancées dans l'agglomération tourangelle en direction des salariés d'Auchan Chambray et La Petite Arche à Tours-Nord, Carrefour à Saint-Pierre-des-Corps et Géant Casino à La Riche. Ces rencontres se situent dans la préparation des manifestations du 1^{er} mai.

